

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie en date du 25 avril 2017 sur les principes généraux de calcul de la contribution versée au maître d'ouvrage des travaux de raccordement aux réseaux publics d'électricité et sur les prescriptions techniques de raccordement à ces réseaux

Réponse d'EDF

09/06/2017

EDF accueille très favorablement la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie sur les projets d'arrêtés portant sur les principes généraux de calcul de la contribution aux coûts de raccordement aux réseaux publics d'électricité et sur le projet d'arrêté portant sur les prescriptions techniques de raccordement aux réseaux publics de distribution d'électricité. EDF souhaite faire des commentaires sur les questions 6-7-8 et 9.

Q6 : Que pensez-vous des définitions de l'opération de raccordement et de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionnées à l'article 2 du projet d'arrêté ? Êtes-vous notamment favorable à définir l'ORR de la même façon que l'arrêté relatif au raccordement sur les réseaux publics de distribution le fait, à savoir comme étant l'opération de raccordement qui minimise la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement entrant dans le périmètre de facturation du demandeur (périmètre de l'extension), et non pas celle qui minimise la somme des coûts globaux de raccordement (périmètre de l'extension et du renforcement) ?

EDF souligne que toute mutualisation d'une part des coûts de raccordement réduit l'incitation à la localisation optimale des utilisateurs de réseaux. En effet, la mutualisation réduit l'effet incitatif du signal économique qui est envoyé aux utilisateurs demandant à être raccordés, tandis qu'une partie du coût des travaux demandés par ces utilisateurs sera supportée par l'ensemble des utilisateurs du réseau, via le paiement du TURPE. Dès lors que les coûts de mise en œuvre sont acceptables au vu des bénéfices attendus pour la collectivité, il convient d'éviter le principe de la mutualisation afin de viser l'optimum économique dans les choix de raccordement. Par conséquent, EDF est défavorable à une réduction du périmètre de facturation telle que proposée dans l'arrêté et préfère rester à la définition actuelle à savoir que l'opération de raccordement doit minimiser la somme des coûts globaux de raccordement.

EDF note que cette notion de raccordement de référence nécessite d'être clarifiée par rapport par rapport à la DTR de RTE. EDF comprend que le raccordement de référence est un raccordement à la tension de référence ou dérogatoire si on reste dans les limites fixées par la DTR.

Q7 : Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?

EDF est favorable à l'opération de raccordement intelligente proposée à l'article 3 du projet d'arrêté. Cette opération offre davantage de flexibilité aux porteurs de projets et peut permettre de faire émerger des solutions gagnant/gagnant pour les gestionnaires de réseau et les producteurs.

Par ailleurs, EDF s'interroge sur la possibilité d'étendre l'applicabilité de l'opération de raccordement intelligente, notamment autoriser dans certains cas un raccordement à une tension inférieure à la tension de référence bien que la puissance maximale de l'installation soit supérieure aux seuils fixés dans la DTR, si cela permet la mise en œuvre d'une solution plus économique et compatible avec les contraintes réseau. De même, l'ORI pourrait pérenniser la dérogation prévue dans l'article 33-IV de l'arrêté du 23 avril 2008, lequel dispense jusqu'au 25 avril 2018 des dispositions de l'article V et VI de l'article 2 de ce même arrêté, les installations de production ayant réalisé une modification substantielle laquelle n'engage pas une extension ou un renforcement du réseau.

Q8 : Êtes-vous favorable à l'encadrement des méthodes de calcul proposé par la CRE, notamment les articles 4 à 8 du projet d'arrêté ?

EDF est favorable à une plus grande transparence de la méthode de calcul de la contribution qui est due au gestionnaire de réseau au titre des opérations de raccordement. Cela permettra notamment aux porteurs de projets de réaliser eux-mêmes des évaluations dans les phases de préétude des projets.

Comme proposé par le CRE, la PTF et la convention de raccordement devront être suffisamment détaillées afin que les porteurs de projets puissent questionner la proposition de RTE.

Q9 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la modification des prescriptions techniques de raccordement ?

Art.4 : EDF est favorable à la publication dans la DTR des spécifications liées à au DEIE. Les producteurs doivent avoir le choix de passer ou non par le gestionnaire de réseau pour installer ce dispositif tant que les spécifications sont respectées.

Art 5 : EDF est favorable à la suppression du seuil des 30%, ce seuil devant être calculé au cas par cas en fonction des caractéristiques du système considéré (réseau/production/consommation)

ooOoo